



Le jeudi 17 mars **Tous en grève et en manifestation**

pour exiger :

Ni amendable, ni négociable, Retrait de la loi El Khomri !

Le 9 mars 2016 près de 500 000 jeunes et salariés ont manifesté dans tout le pays pour exiger le retrait de la loi El Khomri !

Pour toute réponse le gouvernement ne propose que quelques retouches à la marge pour mieux maintenir l'essentiel. Il veut imposer l'inversion de la hiérarchie des normes : l'accord d'entreprise primerait sur la convention collective qui elle-même primerait sur la loi. Le Code du travail – ce qu'il en resterait – ne s'appliquerait plus que par défaut d'accord d'entreprise ! Il entend également imposer les droits dits individuels contre les droits collectifs à travers l'instauration du CPA, Compte Personnel d'Activité, pour tous les salariés y compris pour les fonctionnaires ! Ce sont toutes les garanties et protections des salariés (temps de travail, temps de repos, heures supplémentaires, droits à congés, congés maternités, astreintes, dispositions encadrant les licenciements économiques...) qui voleraient en éclat ! Contrairement à ce qu'affirment les promoteurs de la loi, jamais la casse des droits des salariés n'a permis de réduire le chômage.

Les organisations de jeunesse : UNEF, UNL, FIDL... appellent à une nouvelle journée de manifestation jeudi 17 mars. Les URIF CGT, FO, Solidaires et FSU appellent également à la manifestation. Les jeunes ont raison de se mobiliser sans attendre ; nous devons agir tous ensemble ; ils ne doivent pas rester seuls d'autant plus que les risques de tentatives de dénaturation de leur mouvement existent ! Pour beaucoup d'entre nous, ce sont nos enfants qui seront dans la rue !

JEUNES-SALARIES, PUBLIC-PRIVE, NOUS SOMMES TOUS CONCERNES

Le projet de Loi El Khomri nous concerne tous : comment penser que les fonctionnaires pourraient garder leur statut si le Code du travail est liquidé ? En outre l'article 23 du projet de loi généralise à la Fonction publique le Compte Personnel d'Activité (CPA). Cet article prévoit de définir des règles de « portabilité » des droits pour les fonctionnaires en cas de changement d'employeur. Il s'agit d'instaurer une mobilité forcée de l'ensemble des agents des trois versants de la Fonction publique : mobilité forcée qui est au cœur du protocole PPCR que le gouvernement veut imposer pour accélérer les restructurations/destructions des services publics.

A la DGFIP, ce sont les mêmes objectifs qui sont poursuivis : l'installation des bornes CAF dans les accueils porte atteinte aux missions et aux statuts particuliers des agents des Finances publiques. Avec la fusion des RAN, les agents pourront se trouver contraints d'être affectés sur une commune non souhaitée en cas de mutation, de restructuration de service ou de suppression de site ! Avec la réforme territoriale, il est question maintenant à la DRFIP Paris de transférer des missions entières de comptabilité à la Ville de Paris.

Casse du Code du travail et du Statut des fonctionnaires, suppressions et vacances d'emplois, conditions de travail insupportables, restructurations et fusions, bornes CAF, fusions de RAN... ça suffit !

Y a-t-il d'autre voie que la grève pour bloquer cette politique ?

Dans cette situation, la section CGT Finances publiques 92 considère qu'il est de sa responsabilité d'appeler les agents à la mobilisation avec la jeunesse pour le RETRAIT de la loi El Khomri !

C'est pourquoi elle appelle tous les agents à être en grève le jeudi 17 mars 2016 (un préavis de grève a été déposé au niveau Fonction publique) et à manifester avec les jeunes ce même jour. Elle appelle tous les agents à se réunir pour débattre et décider ensemble de la suite de la mobilisation.

**PUBLIC-PRIVÉ, JEUNES-SALARIES,
TOUS ENSEMBLE**
POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI
TOUS EN GREVE ET EN MANIFESTATION
le jeudi 17 MARS
Rendez-vous à République à 13h30